



General Assembly

Distr.: General
16 June 2015
English
Original: French

Human Rights Council

Twenty-ninth session

Agenda item 3

**Promotion and protection of all human rights, civil,
political, economic, social and cultural rights,
including the right to development**

Information presented by the National Human Rights Council of the Kingdom of Morocco*

Note by the Secretariat

The Secretariat of the Human Rights Council hereby transmits the communication submitted by the National Human Rights Council of the Kingdom of Morocco,** reproduced below in accordance with rule 7 (b) of the rules of procedure described in the annex to Council resolution 5/1, according to which the participation of national human rights institutions is to be based on arrangements and practices agreed upon by the Commission on Human Rights, including resolution 2005/74 of 20 April 2005.

* National human rights institution with "A" status accreditation from the International Coordinating Committee of National Institutions for the Promotion and Protection of Human Rights.

** Reproduced in the annex as received, in the language of submission only.



Annexe

[Français seulement]

La lutte contre les violences à l'encontre des femmes

Les quatre dernières années ont vu l'émergence d'un consensus mondial reconnaissant la violence envers les femmes comme une violation des droits de l'Homme, une discrimination pour motif de sexe et une atteinte à la liberté et à la dignité des femmes et des filles.

Ces nouveaux engagements trouvent leur traduction dans les progrès récents du Maroc en matière de promotion du statut et conditions des femmes et des filles. Acquis consolidés et élargis par les dispositions avancées de la constitution de 2011 qui prohibe la discrimination notamment pour motif de sexe ou de circonstance personnelle tout comme elle interdit «...de porter atteinte à l'intégrité physique ou morale de quiconque, en quelque circonstance que ce soit et par quelque personne que ce soit, privée ou publique. Nul ne doit infliger à autrui, sous quelque prétexte que ce soit, des traitements cruels, inhumains, dégradants ou portant atteinte à la dignité» (Art. 22).

Toutefois, les violences à l'égard des femmes et des jeunes filles les empêchent de jouir des droits qui leur sont reconnus par la Constitution, par le Code de la famille et par les autres législations pertinentes. La lutte contre la violence à l'égard des femmes et des fillettes est un chantier complexe et de longue haleine eu égard à l'impunité dont bénéficient les agresseurs et à l'acceptation sociale de la violence fondée sur le genre qui traduit «des rapports de forces historiquement inégaux entre hommes et femmes et compte parmi les principaux mécanismes sociaux auxquels est due la subordination des femmes»¹.

En effet, l'enquête de prévalence des violences à l'encontre des femmes âgées de 18 à 64 ans, menée en 2009 par le Haut-commissariat au plan (HCP), donne la mesure de l'ampleur du phénomène. Près de 6 millions de Marocaines ont subi à un moment ou à un autre de leur vie un acte de violence, notamment : psychologique (4,6 millions de femmes), physique (3,4 millions de femmes), sexuel (2,1 millions de femmes), attentatoire à leur liberté (trois millions de femmes) et enfin, économique (178 000 femmes). Si ces violences interviennent à tous les âges et dans tous les espaces, toutefois, les citadines sont victimes, d'une manière plus significative, des violences dans l'espace public alors que les rurales sont plus exposées dans l'espace conjugal et familial. Dans tous les cas, cette enquête montre que l'incidence de toutes les formes de violence est plus récurrente chez les femmes portant habituellement des tenues modernes courtes en comparaison avec celles ayant l'habitude de porter des djellabas ou équivalent.

La lutte contre l'impunité est aujourd'hui une priorité pour les organismes internationaux et régionaux mettant en exergue la responsabilité des Etats en matière de lutte contre les violences. Dans le cadre de la campagne internationale pour éliminer la violence à l'égard des femmes, menée par son Secrétaire général² (2008 -2015), l'Organisation des Nations unies a demandé aux Etats, dans sa résolution 63/155 de 2008, d'adopter une approche globale, systématique, et multisectorielle, afin de mettre fin à l'impunité des auteurs d'actes de violence à l'égard des femmes. Cette même résolution demande aux Etats de mettre en place une stratégie nationale et un plan d'action, d'abolir toutes les dispositions discriminatoires dans leur législation interne et de pénaliser tous types et actes de violence à l'égard des femmes.

Le Maroc, pays qui a capitalisé une expérience institutionnelle et civile pionnière au sein des pays arabes en matière de mobilisation, de sensibilisation et de connaissance, se doit de mettre en place une législation spécifique à la hauteur de ses ambitions, des efforts

consentis et surtout, de l'ampleur et de la spécificité du phénomène pour faire des acquis récents du Maroc une réalité.

En conformité avec son mandat et missions, et afin de contribuer aux débats actuels autour de l'avant-projet de loi de lutte contre les violences à l'égard des femmes, présenté par le ministère de la Solidarité, de la Femme, de la Famille et du Développement Social, le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) recommande que la loi à venir prenne en compte les observations et recommandations suivantes.

I. Adopter le référentiel et la définition des violences à l'égard des femmes tels que consacrés au niveau international

La loi sur la répression et la prévention des violences à l'égard des femmes et des filles doit définir les violences en s'appuyant sur les normes et concepts suivants.

(a). La Conférence mondiale sur les droits de l'Homme (Vienne, 1993) a reconnu dans sa Déclaration et Programme d'action que la violence envers les femmes constituait une violation des droits humains fondamentaux et a demandé la nomination d'un Rapporteur spécial sur la violence envers les femmes.

(b). L'article premier de la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU en 1993 définit la violence à l'encontre des femmes comme étant «tous actes de violence dirigés contre le sexe féminin et causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée». Elle englobe, sans y être limitée, «la violence physique, sexuelle et psychologique exercée au sein de la famille, y compris les coups, les sévices sexuels infligés aux enfants de sexe féminin au foyer, les violences liées à la dot, le viol conjugal, les mutilations génitales et autres pratiques traditionnelles préjudiciables à la femme, la violence non conjugale et la violence liée à l'exploitation, la violence physique, sexuelle et psychologique exercée au sein de la collectivité y compris le viol, les sévices sexuels, le harcèlement sexuel et l'intimidation au travail, dans les établissements d'enseignement et ailleurs, le proxénétisme, la prostitution forcée et la violence physique, sexuelle et psychologique perpétrée ou tolérée par l'Etat, où qu'elle s'exerce».

(c). La Recommandation générale N°19 du Comité de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard de la femme (CEDAW) stipule que la violence à l'égard de la femme est exercée contre une femme «parce qu'elle est une femme». A ce titre, «la définition de la discrimination sous l'article 1er de la Convention CEDAW inclut la violence fondée sur le sexe car elle compromet ou rend nulle la jouissance des droits individuels et des libertés fondamentales par les femmes en vertu des principes généraux du droit international ou des conventions particulières relatives aux droits de l'Homme».

(d). La Convention d'Istanbul (2011)⁴ du Conseil de l'Europe, dans laquelle les Etats contractants reconnaissent que la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes est un élément important dans la prévention de la violence à l'encontre des femmes définit la violence domestique comme «tous les actes de violence physique, sexuelle, psychologique ou économique qui surviennent au sein de la famille ou du foyer ou entre des anciens ou actuels conjoints ou partenaires, indépendamment du fait que l'auteur de l'infraction partage ou a partagé le même domicile que la victime».

(e). Le Préambule de la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées, adoptée le 13 décembre 2006, reconnaît que «les femmes et les filles handicapées courent souvent, dans leur famille comme à l'extérieur, des risques

plus élevés de violence, d'atteinte à l'intégrité physique, d'abus, de délaissement ou de défaut de soins, de maltraitance ou d'exploitation».

(f). Dans l'annexe «Stratégies et mesures concrètes types relatives à l'élimination de la violence contre les femmes dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale» à sa résolution 52/86 du 12 décembre 1997, l'Assemblée générale des Nations unies invite les États membres «a) À revoir, évaluer et réviser périodiquement leurs lois, codes et procédures, surtout en droit pénal, afin de s'assurer de leur valeur et de leur efficacité pour éliminer la violence contre les femmes, et à rapporter les dispositions qui permettent ou tolèrent une telle violence ; b) À revoir, évaluer et réviser leur droit pénal et leur droit civil, dans le cadre de leur système juridique national, pour s'assurer que tous les actes de violence contre les femmes sont interdits et, si tel n'est pas le cas, adopter des mesures à cet effet.»⁵

(g). La Résolution 52/86 adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies sur les «Mesures en matière de prévention du crime et de justice pénale pour éliminer la violence contre les femmes» invite également les États «a) À revoir, évaluer et réviser leurs politiques et procédures en matière de sanction pénale, de sorte qu'elles permettent d'atteindre les objectifs suivants : i) Tenir les auteurs de la violence contre les femmes pour responsables de leurs actes ; (...) iv) Promouvoir des sanctions qui soient comparables à celles dont sont passibles d'autres actes de violence ; (...) c) À faire en sorte que soient pris en compte, pour la détermination de la peine, la gravité du préjudice physique et psychologique subi par la victime et les effets de la victimisation, notamment, lorsque la loi autorise de telles pratiques, les déclarations de la victime concernant lesdits effets ; d) À adopter des lois qui mettent à la disposition des tribunaux toute une gamme de sanctions et mesures pour protéger la victime, les autres personnes concernées et la société contre de nouveaux actes de violence ; e) À veiller à ce que le juge soit encouragé à recommander le traitement de l'auteur des actes de violence lorsqu'il prononce la peine ; (...) h) À assurer la sécurité des victimes et des témoins avant, pendant et après la procédure pénale.»⁶

(h). Le Programme d'action de Beijing de 1995 place les violences à l'encontre des femmes parmi les douze domaines de préoccupation et d'intervention prioritaires ainsi que les «Conclusions concertées sur l'élimination et la prévention de toutes les formes de violence contre les femmes et les filles» adoptées par les gouvernements lors de la 57ème session de la Commission de la condition de la femme (CSW, 2013).

Ainsi de par sa nature structurelle, la violence à l'égard de la femme doit être comprise comme une violation des droits de l'Homme et une discrimination en raison du sexe. Cette violence intervient à tous les âges et dans tous les espaces : domestique, familial, lieux du travail, d'éducation et de formation, lieux privatifs de liberté et espace public, et peut être perpétrée par une personne physique, morale ou par les agents de l'Etat.

II. Decliner les objectifs de la loi : responsabilité de l'état en matière de violence contre les femmes fondées sur le genre (diligence voulue)

En vertu du droit international des droits de l'Homme, tel que consacré par les normes et déclarations internationales pertinentes, notamment la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'encontre des femmes (DEVEF), les États ont le devoir «d'exercer la diligence voulue pour prévenir, investiguer et, en conformité avec les législations nationales, punir les actes de violence à l'encontre des femmes, perpétrés aussi bien par l'Etat que par des personnes privées. Dans cette perspective, l'existence d'un système légal criminalisant et prévoyant des sanctions contre la violence privée n'est pas suffisante en elle-même. Les gouvernements ont le devoir de rendre leurs fonctions plus performantes dans le but d'assurer, d'une façon effective, que les incidents de la violence familiale soient de facto investigués et punis»⁷

Dans son Observation générale N° 31, le Comité des droits de l'Homme a reconnu qu'«il peut arriver qu'un manquement à l'obligation énoncée à l'article 2 de garantir les droits reconnus dans le Pacte se traduise par une violation de ces droits par un État partie si celui-ci tolère de tels actes ou s'abstient de prendre des mesures appropriées ou d'exercer la diligence nécessaire pour prévenir et punir de tels actes commis par des personnes privées, physiques ou morales, enquêter à leur sujet ou réparer le préjudice qui en résulte en sorte que lesdits actes sont imputables à l'État partie concerné». 8

Dans sa Recommandation générale N° 19, le Comité CEDAW note que «au regard des lois internationales relatives aux droits humains, les États peuvent aussi être tenus responsables des actes privés s'ils ont échoué à activer la diligence voulue dans le but de prévenir les violations des droits ou d'investiguer et de punir les actions de violences et d'accorder des compensations aux victimes».

Dans la communication *Şahide Goekce c. Autriche*, le Comité CEDAW a affirmé que «Bien que (...) il soit nécessaire dans chaque cas de déterminer si la détention constituerait une atteinte disproportionnée aux droits de l'Homme et libertés fondamentales de l'auteur des violences domestiques, comme le droit à la liberté d'aller et venir ou le droit à un procès équitable, le Comité estime, comme il l'a déjà dit dans ses constatations relatives à une autre communication concernant une affaire de violences dans la famille, que les droits de l'auteur des violences ne peuvent primer les droits fondamentaux des femmes à la vie et à l'intégrité physique et mentale.» 9

Dans l'affaire *Bevacqua et S. c. Bulgarie*, la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a conclu à une violation de l'article 8 (droit au respect de la vie familiale) au motif que les autorités bulgares n'avaient pas adopté les mesures nécessaires pour sanctionner et contrôler le mari de la requérante. Le comportement des autorités, qui ont rejeté les demandes d'ouverture d'une procédure pénale de la requérante face aux violences continues au motif qu'il s'agissait d'une affaire appelant des poursuites privées, a été sanctionné par la Cour qui a souligné que le fait d'avoir considéré le conflit entre la requérante et son mari comme une «affaire privée» ne se conciliait pas avec l'obligation des autorités de protéger la vie familiale de la requérante 10. Dans l'affaire *Opuz c. Turquie*, la CEDH a constaté -pour la première fois dans une affaire de violence domestique- des violations de l'article 14 (interdiction de la discrimination) combiné avec les articles 2 et 3, la violence subie par les femmes étant liée à leur sexe. Selon la Cour, «compte tenu de la conclusion (...), selon laquelle les femmes sont les principales victimes de la passivité généralisée -mais non volontaire- des juridictions turques, la Cour estime que les violences infligées à l'intéressée et à la mère de celle-ci doivent être considérées comme fondées sur le sexe et qu'elles constituent par conséquent une forme de discrimination à l'égard des femmes. Malgré les réformes entreprises par le Gouvernement ces dernières années, l'indifférence dont la justice fait généralement preuve et l'impunité dont jouissent les agresseurs – illustrées par la présente affaire – reflètent un manque de détermination des autorités à prendre des mesures appropriées pour remédier à la violence domestique.» 11

Dans son article 16, la Convention relative aux droits des personnes handicapées invite les États à «prévenir toutes les formes d'exploitation, de violence et de maltraitance en assurant notamment aux personnes handicapées, à leur famille et à leurs aidants des formes appropriées d'aide et d'accompagnement adaptées au sexe et à l'âge, y compris en mettant à leur disposition des informations et des services éducatifs sur les moyens d'éviter, de reconnaître et de dénoncer les cas d'exploitation, de violence et de maltraitance. Les États Parties veillent à ce que les services de protection tiennent compte de l'âge, du sexe et du handicap des intéressés».

Ces responsabilités et obligations, sont engagées vis-à-vis de l'ensemble des acteurs des violences perpétrées à savoir : acteurs étatiques, personnes privées ou morales et vis-à-vis de tous les types et formes de violences perpétrées à l'encontre des femmes et des filles.

III. Lutter contre les violences et discriminations fondées sur le genre

De par les normes et engagements au niveau national et international auxquels il a souscrit, le Maroc a l'obligation et la responsabilité de prendre toutes les mesures législatives, réglementaires et de politiques publiques afin de :

(a). Reconnaître que la violence à l'égard des femmes est une violence fondée sur le genre car elle constitue une forme de discrimination sexiste, une manifestation des relations de pouvoir historiquement inégales entre les femmes et les hommes et une violation des droits fondamentaux des femmes et des filles ;

(b). S'abstenir de commettre tout acte de violence à l'égard des femmes et des filles et agir avec la diligence voulue afin de prévenir, enquêter, sanctionner et accorder une réparation pour les actes de violence commis par toute personne physique ou morale et s'assurer que les autorités, les agents et les institutions étatiques, ainsi que les autres acteurs qui agissent au nom de l'Etat se comportent conformément à cette obligation ;

(c). Adopter ou réviser des lois qui érigent les violences faites aux femmes et aux filles en infractions et mettre en place, à cet effet, des mesures de protection d'urgence, d'enquête, de poursuite et de condamnation adéquate des coupables, de manière à mettre un terme aux situations d'impunité ;

(d). Abroger, conformément au préambule et à l'article 19 de la Constitution, toutes les dispositions législatives, réglementaires et de politiques publiques discriminatoires d'une manière directe ou indirecte et promouvoir l'égalité et la parité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines, à travers des mesures législatives, réglementaires et de politiques publiques ;

(e). Lutter, à titre prioritaire, contre la violence domestique/conjugale, en adoptant, en renforçant et en appliquant une législation qui l'interdise, comporte des dispositions qui la sanctionnent et prévoit un dispositif et des mesures de protection juridique et de prévention adéquats.

IV. Veiller à garantir la coordination, la veille et le suivi /évaluation de la mise en œuvre de la loi

Eu égard à sa spécificité, la loi sur la lutte contre les violences à l'égard des femmes et des filles devrait veiller à la mise en place de mécanismes de veille, de suivi et de coordination entre les différents intervenants institutionnels et non institutionnels, notamment :

(a). Conférer à l'Autorité pour la parité et la lutte contre toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes, crée en vertu des articles 19 et 164 de la Constitution, les attributions relatives à la réception de plaintes des victimes, à leur instruction quand cela s'avère nécessaire, à la veille, au suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre de la loi et des politiques publiques en matière de lutte contre les violences à l'égard des femmes et des jeunes filles ;

(b). Encourager la coopération coordonnée interinstitutionnelle afin de permettre une gestion globale et adéquate des orientations dans les affaires de violence et s'assurer de la coopération effective entre toutes les institutions gouvernementales nationales et autres organisations et acteurs pertinents ;

(c). Inclure des dispositions garantissant la collecte systématique et coordonnée ainsi que la diffusion des données sur la fréquence, les causes et les conséquences de la violence fondée sur le genre. Ces données doivent être établies en conformité avec la définition des violences fondées sur le genre et ventilées par sexe, âge, lien de parenté

entre l'auteur des violences et la victime, lieu, circonstance personnelle de la victime et autres critères pertinents ;

(d). Associer les organisations de la société civile œuvrant dans le champ de la lutte contre la violence fondée sur le genre au niveau national et territorial en conformité avec les dispositions de la Constitution dans la veille, le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la loi et dans toutes structures qui y sont dédiées ;

(e) Prévoir des dispositions garantissant un financement entier et durable de l'application de la loi et instituant la formation obligatoire dans le domaine des droits fondamentaux des femmes et des filles et de la violence à leur encontre destinée aux responsables de l'application des lois, notamment les policiers, les magistrats du parquet, les avocats, le personnel judiciaire, les professionnels de la santé et les agents des services sociaux ;

(f). Imposer par la loi une évaluation des politiques publiques menées en matière de lutte contre les violences et prévoir la présentation annuelle d'un rapport du gouvernement au parlement.

V. Reprimer et sanctionner les actes intentionnels de violences

(a). Qualifier et ériger, d'une manière précise, en infraction pénale les actes intentionnels de violences à l'égard des femmes et des filles perpétrés y compris par les conjoints, notamment les actes qui ne sont pas incriminés et/ou clairement qualifiés dans la législation pénale actuelle, à savoir :

(b). Redéfinir le viol en tant qu'acte de pénétration sexuelle non consenti, de quelque nature qu'il soit (vaginale, anale ou orale), du corps d'autrui avec toute partie du corps ou avec un objet et prévoir des peines aggravées pour le viol commis sur une personne mineure, incapable, handicapée, sur une personne connue par ses facultés mentales faibles, sur une femme enceinte, ainsi que le viol par le conjoint de la victime ;

(c). Incriminer en tant qu'infraction pénale le fait de contraindre autrui à se livrer à des actes à caractère sexuel non consentis avec un tiers ;

(d). Amender les dispositions du Code de la famille afin de prohiber le mariage des mineurs de moins de 18 ans révolus et incriminer en tant qu'infraction autonome tout acte visant à forcer un adulte ou un enfant de moins de 18 ans révolus à contracter un mariage tout en consacrant la responsabilité civile des personnes complices dans la planification et/ou l'exécution de ce mariage ;

(e). Incriminer tout comportement non désiré, verbal, non-verbal ou physique, à caractère sexuel, ayant pour objet ou pour effet de violer la dignité d'une personne, en particulier lorsque ce comportement crée un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant, à des sanctions pénales ou autres sanctions légales ;

(f). Qualifier en tant que délits ou contraventions, selon le cas, certaines formes de violence psychologique ou morale notamment le fait de soumettre toute personne dans l'espace public, privé ou professionnel à des agissements ou paroles répétés ayant pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de vie susceptibles de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer ou de compromettre sa santé physique ou mentale ;

(g). Qualifier en tant que délits ou contraventions, selon le cas, tout comportement menaçant dirigé envers une femme/fille conduisant celle-ci à craindre pour sa sécurité ou pour sa liberté de mouvement ;

(h). Qualifier en tant qu'infraction pénale, la traite des êtres humains, en particulier de femmes et de filles, aux fins de l'exploitation sexuelle et économique, de façon à mieux protéger les droits des femmes et des filles, en traduisant en justice et en

condamnant les coupables et les intermédiaires impliqués, tout en garantissant aux victimes la protection due aux témoins et les possibilités de leur rapatriement librement consenti, indépendamment de leur participation à d'éventuelles actions en justice ;

(i). Incriminer tout comportement visant à contourner les dispositions du Code de la famille relatives au droit de la mère gardienne au domicile conjugal ;

(j). Incriminer l'aide ou la complicité dans la commission des infractions mentionnées ci-dessus ;

(k). Qualifier en tant que délits certaines formes de violence dans le milieu professionnel notamment le refus, en violation de la loi, d'embaucher la victime par contrat, de maintenir son emploi ou de respecter les conditions générales de travail y compris la dépréciation du travail effectué, menaces, intimidation ou humiliation.

(l). Les infractions sus mentionnées s'appliquent indépendamment de la nature de la relation entre la victime et l'auteur de l'infraction.

S'assurer que les infractions établies conformément à la loi soient passibles de sanctions effectives, proportionnées et dissuasives, au regard de leur gravité et du préjudice causé aux victimes et survivantes :

(a). Interdire, en ce qui concerne toutes les formes de violence couvertes par le champ d'application de la loi, les modes alternatifs de résolution des conflits, y compris la médiation et la conciliation ;

(b). Prendre en compte, si le paiement d'une amende est ordonné, la capacité de l'auteur de l'infraction à faire face aux obligations financières qu'il a envers la victime ;

(c). Prendre en compte, en tant que circonstances aggravantes lors de la détermination des peines, le viol et les autres actes de violence sexuelle lorsque ces actes sont intentionnellement infligés, par un agent de la fonction publique ou tout autre personne agissant à titre officiel ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite, à l'encontre d'une femme /fille ;

(d). Prévoir des circonstances aggravantes pour les actes consistant à transformer, soustraire, détruire, retenir ou détourner des objets, documents personnels, biens et valeurs, droits patrimoniaux ou ressources économiques destinées à couvrir les besoins de la victime et tous dommages causés aux biens communs ou propres à la victime ;

(e). Prendre en compte en tant que circonstances aggravantes lors de la détermination des peines relatives aux infractions ayant été commises à l'encontre de : (1) un ancien ou actuel conjoint, (2) un membre de la famille, (3) une personne cohabitant avec la victime, (4) une personne ayant abusé de son autorité, (5) l'infraction commise de manière répétée, (6) l'infraction à l'encontre d'une personne rendue vulnérable du fait de circonstances particulières, (7) l'infraction à l'encontre ou en présence d'un enfant, (8) par deux ou plusieurs personnes agissant ensemble, (9) l'infraction précédée ou accompagnée d'une violence d'une extrême gravité, (10) l'infraction commise avec l'utilisation ou la menace d'une arme, (11) l'infraction ayant entraîné de graves dommages physiques ou psychologiques pour la victime, (12) l'auteur ayant été condamné antérieurement pour des faits de nature similaire.

Garantir les droits des victimes et des témoins dans les procédures d'enquêtes et de poursuites :

(a). Encourager toute personne témoin d'un acte de violence couvert par le champ d'application de la loi, ou qui a de sérieuses raisons de croire qu'un tel acte pourrait être commis ou que des nouveaux actes de violence sont à craindre, à les signaler aux organisations ou autorités compétentes ;

(b). Lever l'obligation de confidentialité imposée à certains professionnels afin de leur permettre de signaler aux autorités compétentes ou de témoigner de tout acte grave de violence commis ou susceptible d'être commis ;

(c). Traiter sans retard injustifié les enquêtes de police et les procédures judiciaires relatives à toutes les formes de violence couvertes par le champ d'application de la loi conformément aux principes fondamentaux des droits de l'Homme tout en prenant en considération la spécificité de la violence fondée sur le genre et les droits de la victime à toutes les étapes des procédures pénales ;

(d). Garantir une réponse rapide et appropriée des services répressifs responsables à toutes les formes de violence couvertes par le champ d'application de la loi en engageant rapidement et de manière appropriée la prévention et la protection, y compris l'emploi de mesures opérationnelles préventives, la collecte des preuves, l'appréciation de la gravité de la situation et du risque de réitération de la violence afin de garantir, si nécessaire, aux victimes et survivantes, une sécurité et un soutien coordonnés ;

(e). Faire courir le délai de prescription pour engager toute poursuite du chef des infractions établies conformément à la loi pour une durée suffisante et proportionnelle à la gravité de l'infraction en question, afin de permettre la mise en œuvre efficace des poursuites, après que la victime a atteint l'âge de la majorité si la victime était mineure ou moment de la commission de l'acte.

VI. Protection des droits des victimes et survivantes

Prévoir des mesures législatives ou autres nécessaires pour protéger les droits et les intérêts des victimes, à tous les stades des enquêtes et des procédures judiciaires, en particulier :

(a). Conférer la responsabilité de l'initiation de l'action publique au Ministère public et non obligatoirement à la victime (action publique d'office) et ce dès le dépôt de la plainte par la plaignante, ou le cas échéant par la cellule chargée de la prise en charge des victimes, par l'Autorité pour la parité et la lutte contre toutes les formes de discriminations, par les centres et associations d'écoute et de soutien aux femmes victimes de violence et par les individus ;

(b). Veiller à ce que les victimes soient, ainsi que leurs familles et les témoins à charge, à l'abri des risques d'intimidation, de représailles et de nouvelle victimisation ;

(c). Veiller à ce que les victimes soient informées, au moins dans les cas où les victimes et leur famille pourraient être en danger, lorsque l'auteur de l'infraction s'évade ou est libéré temporairement ou définitivement ;

(d). Informer les victimes de leurs droits et des services à leur disposition, des suites données à leur plainte, des chefs d'accusation retenus, du déroulement général de l'enquête ou de la procédure, et de leur rôle au sein de celle-ci ainsi que de la décision rendue ;

(e). Conférer aux victimes la possibilité d'être entendues, de fournir des éléments de preuve et de présenter leurs vues, besoins et préoccupations, directement ou par le recours à un intermédiaire, et que ceux-ci soient examinés ;

(f). Prévoir des mesures pour protéger la vie privée et l'image de la victime et veiller à ce que les contacts entre les victimes et les auteurs d'infractions à l'intérieur des tribunaux et des locaux des services répressifs soient évités ;

(g). Accorder à l'enfant victime et témoin de violence à l'égard des femmes et de violence domestique des mesures de protection spécifiques prenant en compte l'intérêt supérieur de l'enfant ;

(h). Prendre les mesures législatives ou autres nécessaires pour préserver les droits et les besoins des enfants témoins de toutes les formes de violence : détermination des droits de garde, droit de visite, refus du droit de visite s'il est contraire à la volonté de l'enfant, conseils psycho-sociaux adaptés à l'âge des enfants témoins.

VII. Recours civils, réparation, accès à la justice et prise en charge des victimes/survivantes

Prendre les mesures législatives et autres nécessaires permettant aux victimes/survivantes d'accéder d'une manière aisée et en temps opportun à la réparation des préjudices subis, en particulier :

(a). Créer des unités spécialisées au sein de la police judiciaire et des pôles spécialisés au sein de chaque parquet chargés d'enquêter sur les violences faites aux femmes et de poursuivre les auteurs présumés en conformité avec les normes internationales en la matière ;

(b). Créer des chambres spécialisées au sein de chaque tribunal de première instance et de chaque cour d'appel dont la compétence, exclusive tant en matière pénale qu'en matière civile, recouvre tous les actes et omissions qui tombent sous le coup de la loi relative aux violences faites aux femmes ;

(c). Garantir aux victimes des voies de recours civils adéquats à l'encontre de l'auteur de l'infraction et à des réparations appropriées et veiller à ce que leur application soit rapide et effective. Dès lors que l'auteur est inconnu ou qu'il s'avère insolvable, l'Etat devrait octroyer une indemnisation adéquate aux victimes/survivantes ayant subi des atteintes graves à leur intégrité corporelle ou à leur santé, dans la mesure où le préjudice n'est pas couvert par d'autres sources ;

(d). Prendre les mesures législatives ou autres nécessaires, conformément aux principes généraux du droit international, pour fournir aux victimes des réparations civiles adéquates à l'encontre des autorités étatiques ayant manqué à leur devoir de prendre des mesures de prévention ou de protection nécessaires dans la limite de leurs pouvoirs ;

(e). S'assurer que dans les procédures pénales diligentées à la suite d'un acte de violence couvert par le champ d'application de la loi, la culture, la coutume/tradition ou la religion ne soient pas considérés comme justifiant de tels actes ;

(f). Prévoir dans le Code de la famille une disposition en vertu de laquelle les mineurs qui se trouveraient sous l'autorité parentale ou sous la garde de la personne agressée auront également droit à l'assistance sociale, selon des modalités à définir par voie réglementaire ;

(g). Introduire dans la loi N° 04-00 relative à l'obligation de l'enseignement fondamental, une disposition garantissant la scolarisation immédiate des enfants affectés par un changement de résidence provoqué par des actes de violence fondée sur le genre ;

(h). Introduire dans le Code du travail, le droit de la travailleuse victime de violence à bénéficier, moyennant la présentation de l'ordonnance de protection émise en sa faveur, de la réduction ou du réaménagement de son temps de travail ou de mutation. Dans le même cadre, Il est proposé de prévoir dans le Code du travail une disposition permettant de considérer les absences ou les manques de ponctualité au travail provoqués par une violence physique ou psychologique comme étant justifiés.

Faire bénéficier les victimes/survivantes des services d'accompagnement et d'information dotés des ressources adéquates et encadrés par des professionnels formés :

(a). Conférer aux officiers de la police judiciaire et au ministère public la responsabilité d'informer par tout moyen les victimes bénéficiant de la protection de la loi, ainsi que de leur droit d'obtenir réparation du préjudice subi, de se constituer partie civile si l'action publique est initiée par le parquet ou en citant directement l'auteur des faits devant la juridiction compétente ;

(b). Conférer aux officiers de la police judiciaire et au ministère public la responsabilité d'informer les victimes de leur droit à une ordonnance de protection, dans les conditions définies par la loi ;

(c). Faire bénéficier les victimes souhaitant se constituer partie civile de l'assistance d'un avocat, de l'aide juridictionnelle, d'un service public ou d'une association qualifiée d'aide aux victimes ;

(d). Mettre en place et faire bénéficier les victimes et survivantes d'une chaîne de services de prise en charge et de soutien, en particulier :

- - L'information sur les services de soutien, les mécanismes nationaux et locaux de plaintes et de recours et sur les mesures légales disponibles, dans une langue accessible ;
- - Les services de conseil juridique et de soutien psychologique ;
- - Les permanences téléphoniques gratuites, accessibles vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept au sein des services de police /gendarmerie ;
- - Le soutien avisé aux victimes dans la présentation de leurs plaintes, l'assistance financière, l'accès aux services sociaux, de santé et d'éducation ;
- - Les services de soutien spécialisés immédiats, à court et à long terme, tels que les centres d'hébergement appropriés, facilement accessibles et en nombre suffisant, afin d'offrir des logements sûrs pour les victimes en particulier les femmes et leurs enfants.
- - Des centres de référence au sein des unités médicales et hospitalières pour les victimes de viols et de violences sexuelles appropriés, facilement accessibles et en nombre suffisant, afin de leur dispenser un examen médical et médico-légal et un suivi psychologique.

VIII. Mesures de protection

Prendre toutes mesures législatives ou autres nécessaires pour reconnaître aux juridictions des référés le pouvoir de prendre des mesures de protection des femmes et des filles contre les violences, notamment :

(a). Emettre des ordonnances d'injonction ou de protection appropriées et immédiates, sans charge financière ou administrative excessives, pour les victimes des violences couvertes par le champ d'application de la loi. Ces ordonnances devraient être émises pour une période spécifiée, ou jusqu'à modification ou révocation ; le cas échéant, émises ex parte avec effet immédiat ; disponibles indépendamment ou cumulativement à d'autres procédures judiciaires ; autorisées à être introduites dans les procédures judiciaires subséquentes ;

(b). Considérer comme élément de preuve suffisant pour la délivrance d'une ordonnance de protection le témoignage d'une personne ou la déclaration orale ou écrite sous serment de la plaignante. Aucune preuve indépendante (police médecin ou autre) ne doit être exigée pour la délivrance d'une ordonnance de protection après que la plaignante eut témoigné en personne ou fait une déclaration orale/écrite sous serment ;

(c). Poursuivre la procédure d'enquêtes ou de poursuites d'infractions établies conformément à la loi même si la victime se rétracte ou retire sa plainte ;

(d). Garantir la possibilité pour les organisations gouvernementales et non gouvernementales spécialisées et pour les conseillers spécialisés dans la violence domestique, d'assister et/ ou de soutenir les victimes, sur leur demande, au cours des enquêtes et des procédures judiciaires relatives aux infractions établies conformément à la loi.

Dans les situations de violences domestiques/conjugales, prendre toutes mesures législatives ou autres nécessaires pour reconnaître aux autorités compétentes le pouvoir de :

(a). Délivrer à l'auteur de violence domestique, dans des situations de danger immédiat, une ordonnance de protection visant à lui faire quitter la résidence de la victime ou de la personne en danger pour une période de temps suffisante et d'interdire à l'auteur d'entrer dans le domicile de la victime ou de la personne en danger ou de la contacter ;

(b). Ne pas délivrer des ordonnances de protection mutuelle ;

(c). Introduire, au niveau du premier livre du Code de la famille, un titre spécifique qui regroupe des dispositions portant sur la procédure de protection des victimes afin d'accorder au juge de la famille un rôle central dans le système de protection des victimes des violences conjugales/familiales ;

(d). Insérer un article dans le Code de procédure pénale, qui charge le juge de la famille de statuer sur les mesures proposées d'être prévues dans le Code de la famille et d'exercer, par ailleurs, les fonctions de juge des référés ;

(e). Prévoir des sanctions pénales ou d'autres sanctions légales proportionnées et dissuasives, en cas de violation des ordonnances d'injonction ou de protection émises.

IX. Mesures de prévention

Les stéréotypes et préjugés de genre constituent des mécanismes de légitimation des discriminations et des violences à l'égard des femmes. Dans ce sens, l'Etat a la responsabilité de prendre toutes les mesures répressives, incitatives et d'accompagnement en vue d'éradiquer les préjugés et toute autre pratique fondés sur l'idée de l'infériorité des femmes ou sur les rôles stéréotypé des femmes et des hommes.

Œuvrer pour faire de la culture de l'égalité et des droits de l'Homme, la trame structurante du système éducatif :

(a). Inclure dans les curricula et manuels scolaires, destinés aux structures éducatives formelles et informelles à tous les niveaux d'enseignement, du matériel d'enseignement adaptés au stade de développement des apprenants sur les principes constitutionnels relatifs à la non discrimination, à l'égalité et la parité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines, à l'égal droit des femmes et des filles à la dignité et à la résolution non violente des conflits dans les relations interpersonnelles ;

(b). Mettre en place des programmes de sensibilisation, de formation et de formation continue au bénéfice du personnel éducatif enseignant ; corps d'inspection (largement impliqué dans la définition des programmes et l'élaboration et manuels scolaires), d'orientation scolaire et les chefs d'établissements, sur les principes et valeurs susmentionnées et renforcer leurs capacités en matière de détection précoce des violences domestiques et familiales ;

(c). Institutionnaliser l'approche genre dans le système éducatif à tous les niveaux et dans le respect de la signification profonde de cette approche cadrée par le référent des droits humains des femmes. La transversalité de l'approche devrait lui donner une force de levier pour faire de la culture de l'égalité, et des droits de l'Homme en général, la trame structurante du système éducatif.

Inclure dans les missions des médias audiovisuels, à tous les niveaux, la lutte contre les stéréotypes de genre et la promotion des principes constitutionnels de l'égalité et de la parité :

(a). Introduire dans les missions de la Haute autorité de la communication audiovisuelle (HACA) l'obligation de respect, par l'ensemble des opérateurs audiovisuels, du principe constitutionnel de l'égalité, de la parité et de la dignité des femmes. Cette mission devrait être traduite dans les dispositifs de monitoring des programmes ;

(b). Introduire dans la «Loi sur la communication audiovisuelle» dont la révision est prévue en 2014, révisant ou amendant la loi de 2005 (principes généraux), une référence explicite au «respect de l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, tels que garantis par la constitution» et à l'obligation des opérateurs de communication audiovisuelle de lutter contre les stéréotypes sexistes, la violence et la discrimination directe et indirecte fondée sur le genre ;

(c). Mentionner que, sans préjudice des sanctions prévues par les textes en vigueur, les émissions et les reprises de programmes ou de parties de programmes ne doivent pas être susceptibles de faire l'apologie de la violence ou inciter à la discrimination fondée sur le genre ou tout autre motif et/ ou de comporter des contenus perpétuant une répartition stéréotypée des rôles et des espaces, ou incitant à des comportements préjudiciables à l'intégrité et à la sécurité physique et psychologique des femmes ;

(d). Faire obligation aux sociétés publiques, par le biais de leurs cahiers des charges, de garantir et de veiller -dans toute la programmation, dans les critères d'attribution des contrats de production, et dans l'acquisition et la diffusion des programmes- au respect de la dignité des femmes et de leurs droits humains. Ces cahiers de charges doivent préciser ces obligations de manière à garantir : (i) la diversité des opinions et des situations y compris celles concernant les hommes et les femmes ; (ii) le respect de l'accès équitable des hommes et des femmes à une juste représentation de leurs points de vue, rôles, expertises et préoccupations ; (iii) le respect graduel du principe de parité, expressément garanti par la Constitution, dans les attributions, les processus, les responsabilités et l'offre de contenus et services du diffuseur ;

(e). Veiller, de manière concertée avec les opérateurs, à ce que la HACA intègre dans les cahiers des charges des opérateurs privés, les principes et dispositions similaires à ceux des cahiers de charges des sociétés publiques. Cette institution est également appelée à accompagner les opérateurs dans la mise en œuvre des obligations relatives à la lutte contre les discriminations et violences à l'égard des femmes ;

(f). Elaborer un régime administratif distinct pour réglementer la publicité de manière homogène et respectueuse des droits des femmes et de la lutte contre la violence et la discrimination fondée sur le genre sur tous les supports ;

(g). Se doter d'un organe d'autorégulation, chargé d'identifier les communications commerciales porteuses de discrimination fondée sur le sexe ou de stéréotypes négatifs sur les femmes ;

(h). Veiller à intégrer l'obligation de respect de l'égalité hommes-femmes, de la lutte contre la violence et la discrimination fondée sur le genre de manière explicite dans les autres textes de référence, notamment : la Loi N° 20-99 relative à l'organisation de

l'Industrie cinématographique telle qu'elle a été modifiée (1987) et complétée (2005) ; la Loi N° 2-00 relative aux droits d'auteur et droits voisins telle que modifiée et complétée par la loi N° 34-05 ; la Loi N° 17-94 relative aux activités de production, d'édition, d'importation, de distribution, de reproduction et d'exploitation des vidéogrammes destinés à l'usage privé du public ; la Loi N° 71-99 portant statut de l'artiste ; le Code de la presse et autres textes réglementant les professions liées au secteur ; les textes d'encadrement de l'activité syndicale liée au secteur dans sa globalité ; les textes fondateurs des instituts de formation publics : au journalisme et à la communication (ISIC), aux métiers de l'audiovisuel (ISMAC) et l'institut supérieur d'art dramatique et d'animation culturelle (ISADAC) ainsi que des établissements privés de formation et de formation continue ;

(i). Mettre en place des mécanismes permettant de lutter contre l'utilisation de la technologie de l'information et des communications ainsi que des médias sociaux, notamment l'utilisation de ces moyens à des fins criminelles pour commettre des infractions criminelles ou porter atteinte à la dignité et à l'intégrité morale des femmes et des filles.

Accompagner, renforcer les capacités et sensibiliser les professionnels et autres acteurs pertinents en matière de détection, prévention et lutte contre les violences à l'égard des femmes et des filles :

(a). Elaborer et mettre en œuvre des programmes de formation systématiques et obligatoires à l'intention des responsables de l'application des lois, tout le personnel judiciaire, les médecins légistes, les psychologues pour l'assistance aux victimes, ainsi qu'à tous les autres acteurs travaillant dans les domaines de prévention et de répression des violences faites aux femmes. En conformité avec les normes internationales en la matière, ces programmes doivent porter sur, entre autres, l'application de la loi et des politiques concernant les violences à l'égard des femmes, les droits des victimes de telles violences à un recours effectif et à la réparation, et les meilleures pratiques en matière de techniques d'enquête et de poursuites judiciaires dans les cas de violences à l'égard des femmes ;

(b). Conduire, régulièrement et à tous les niveaux, des campagnes ou des programmes de sensibilisation y compris en coopération avec l'ensemble des institutions et organisations pertinentes pour accroître la prise de conscience et la compréhension par le grand public des différentes manifestations des formes de violences fondées sur le genre et de la nécessité de les prévenir.



General Assembly

Distr.: General
16 June 2015
English
Original: French

Human Rights Council

Twenty-ninth session

Agenda item 3

**Promotion and protection of all human rights, civil,
political, economic, social and cultural rights,
including the right to development**

Information presented by the National Human Rights Council of the Kingdom of Morocco*

Note by the Secretariat

The Secretariat of the Human Rights Council hereby transmits the communication submitted by the National Human Rights Council of the Kingdom of Morocco,** reproduced below in accordance with rule 7 (b) of the rules of procedure described in the annex to Council resolution 5/1, according to which participation of national human rights institutions is to be based on arrangements and practices agreed upon by the Commission on Human Rights, including resolution 2005/74 of 20 April 2005.

-
- * National human rights institution with "A" status accreditation from the International Coordinating Committee of National Institutions for the Promotion and Protection of Human Rights.
 - ** Reproduced in the annex as received, in the language of submission only.

GE.15-09791 (E) 290615 020715



Please recycle



Annexe

*[Français seulement]***Mémoire du Conseil National des Droits de l'Homme du Maroc sur les dispositions de la législation pénale relatives à la lutte contre le terrorisme**

Le Conseil National des Droits de l'Homme,

Vu la demande d'avis formulée le 16 décembre 2014 par Monsieur le Président de la Chambre des représentants et reçue le 16 décembre 2014 ;

Vu le Dahir N°1-11-19 du 25 rabii I 1432 (1er mars 2011) portant création du Conseil national des droits de l'Homme, notamment son article 16 ;

Vu les principes de Belgrade sur la relation entre les Institutions nationales des droits de l'Homme et les Parlements, notamment les principes 22, 24, 25 et 28 ;

Vu le mémorandum d'entente conclu le 10 décembre 2014 entre la Chambre des représentants et le Conseil national des droits de l'Homme, notamment l'article 2 ;

Vu la Constitution, notamment les articles 6(§2), 21, 22, 23, 38 et son titre VII ;

Vu le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, notamment ses articles 9, 14 et 15 ;

Vu les instruments internationaux relatifs à la lutte contre le terrorisme, notamment :

- - La Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs¹, conclue à Tokyo le 14 septembre 1963 ;
- - La Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs², conclue à La Haye le 16 décembre 1970 ;
- - La Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, conclue à Montréal le 23 septembre 1971 ;
- - La Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, conclue à New York le 14 décembre 1973 ;
- - La Convention internationale contre la prise d'otages, conclue à New York le 17 décembre 1979 ;
- - La Convention sur la protection physique des matières nucléaires⁶, adoptée à Vienne le 26 octobre 1979 ;
- - Le Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, conclu à Montréal le 24 février 1988 ;
- - La Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, conclue à Rome le 10 mars 1988 ;
- - Le Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental⁹, conclu à Rome le 10 mars 1988 ;
- - La Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, conclue à New York le 15 décembre 1977 ;
- - Le Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental, conclu à Rome le 10 mars 1988 ;
- - La Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, Conclue à New York le 9 décembre 1999 ;

- * - La Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, conclue à New York le 14 septembre 2005.

Vu la résolution N° 60/158, adoptée le 16 décembre 2005 par l'Assemblée générale des Nations unies sur la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste ;

Vu la Résolution N° 61/171 adoptée le 19 décembre 2006 par l'Assemblée générale des Nations unies sur la protection des droits de l'Homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste ;

Vu la Résolution N° 68/178 adoptée le 18 décembre 2013 par l'Assemblée générale des Nations unies sur la protection des droits de l'Homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste ;

Vu la Stratégie antiterroriste mondiale et son plan d'action adoptés le 8 septembre 2006 par l'Assemblée générale des Nations unies en vertu de la Résolution N° 60/288, notamment son quatrième pilier intitulé « Mesures garantissant le respect des droits de l'Homme et la primauté du droit en tant que base fondamentale de la lutte antiterroriste »

Le CNDH présente son avis sur le projet de loi 86.14 modifiant et complétant les dispositions du code pénal et de la procédure pénale relatives à la lutte contre le terrorisme.

Par ce mémorandum, le Conseil entend contribuer à la mise en œuvre des observations finales et les recommandations adressées au Maroc par les organes des traités, les titulaires de mandats au titre des procédures spéciales, ou dans le cadre de l'examen périodique universel.

Il s'agit notamment des observations finales et des recommandations portant notamment sur la loi 03.03 relative à la lutte contre le terrorisme et adressées par le Comité des droits de l'Homme, par le Comité contre la torture, par le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ainsi que par le Groupe de travail sur la détention arbitraire.

S'inscrivent dans ce cadre, les propositions du Conseil relatives à la précision de l'objet des infractions terroristes, à la définition de l'entraînement pour le terrorisme, ainsi que ses propositions concernant la notion de « l'apologie du terrorisme » et la proportionnalité des peines prévues dans le projet de loi 86.14.

Considérant le statut de partenaire pour la démocratie, accordé au Royaume du Maroc par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe en juin 2011, le CNDH a pris également en considération le référentiel produit par les différentes instances du Conseil de l'Europe en matière de lutte contre le terrorisme. C'est ainsi qu'ont été considérées certaines dispositions de la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme.

Rappel des caractéristiques à considérer pour une législation anti-terroriste protectrice des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Considérant qu'il incombe au législateur d'apprécier la nécessité et l'utilité de modifier la législation pénale pour renforcer le dispositif juridique de lutte contre le terrorisme, le CNDH tient à rappeler quelques caractéristiques à considérer dans toute démarche d'élaboration d'une législation anti-terroriste protectrice des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

A cet effet, le premier point de la Résolution de l'Assemblée générale des Nations unies N° 60/158, adoptée le 16 décembre 2005 réaffirme que « les États doivent faire en sorte que toute mesure qu'ils prennent pour combattre le terrorisme respecte les obligations qui

leur incombent en vertu du droit international, en particulier le droit international des droits de l'homme, le droit international des réfugiés et le droit international humanitaire ».

Dans le même sens, le huitième point de la Résolution de l'Assemblée générale des Nations unies N° 61/171 adoptée le 19 décembre 2006, « Désapprouve toute forme de privation de liberté qui soustrait la personne détenue à la protection de la loi, et demande instamment aux États de respecter les garanties relatives à la liberté, la sécurité et la dignité de la personne et de traiter tous les prisonniers dans tous les lieux de détention conformément au droit international, y compris le droit relatif aux droits de l'homme et le droit international humanitaire ». La même résolution rappelle dans son neuvième point « qu'il est indispensable que tous les États s'efforcent de défendre et de protéger la dignité et les libertés fondamentales des individus, ainsi que les pratiques démocratiques et l'état de droit dans la lutte antiterroriste. »

Concernant la législation nationale antiterroriste, le CNDH rappelle le sixième point de la Résolution de l'Assemblée générale des Nations unies N° 68/178 adoptée le 18 décembre 2013 qui exhorte les États à « Veiller à ce que les lois nationales qui érigent en infractions les actes de terrorisme soient accessibles, formulées avec précision, non discriminatoires, non rétroactives et conformes au droit international, y compris le droit des droits de l'Homme.

Le CNDH constate que plusieurs législations pénales dans des pays démocratiques avancés ont prévu des sanctions à l'égard des infractions terroristes commises à l'étranger par leurs ressortissants ou par les personnes résidant habituellement sur leurs territoires. Cette tendance instaure une compétence judiciaire spécifiée qui permet de poursuivre et de condamner les auteurs des infractions à caractère terroriste.

A titre de comparaison, au Royaume-Uni, l'article 54 de la loi de 2000 relative au terrorisme qualifie comme crimes liés au terrorisme le fait de « donner ou recevoir des instructions ou une formation à la fabrication ou au maniement d'armes à feu, d'explosifs, de matières radioactives ou d'armes conçues ou adaptées pour décharger des matières radioactives, d'armes chimiques, biologiques ou nucléaires ; ou inciter une autre personne à suivre pareille formation au Royaume-Uni ou à l'étranger. »

Concernant le financement du terrorisme, la loi néerlandaise sur la répression du financement du terrorisme, entrée en vigueur le 1er janvier 2002, prévoit dans l'article 46 du Code pénal des sanctions pénales applicables au financement du terrorisme. Le 14ème paragraphe de l'article 4 du Code pénal dispose que ces actes peuvent être jugés en vertu du droit pénal néerlandais et devant les juridictions néerlandaises lorsqu'ils sont commis à l'étranger et dirigés contre un ressortissant néerlandais ou lorsque le suspect se trouve aux Pays-Bas.

La législation pénale allemande permet, en vertu des articles 129a et 129b du Code pénal, entré en vigueur en août 2002, de poursuivre toute personne qui fonde une organisation criminelle ou terroriste à l'étranger ou qui est membre d'une telle organisation, la soutient ou recrute des membres ou des adeptes pour son compte.

En France, la loi N° 2012-1432 du 21 décembre 2012 relative à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme permet, en vertu de l'article 113-13 du Code pénal, de poursuivre tout ressortissant français ou personne résidant habituellement en France qui aurait commis un acte de terrorisme à l'étranger, sans attendre une dénonciation officielle des faits par l'Etat étranger, ou de déterminer une réciprocité d'incrimination. Cette disposition, introduite en 2012, permet de poursuivre et de condamner tous les Français ou résidents habituels en France qui se rendraient à l'étranger, notamment pour participer à des camps d'entraînement terroristes¹⁸.

La loi belge modifiant la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale permet, en ce qui concerne la poursuite de certaines infractions commises à l'étranger, et en vertu de l'article 12 du titre préliminaire de ce Code, de poursuivre en Belgique l'auteur d'une infraction terroriste commise à l'étranger et ce, même lorsqu'il n'est pas en Belgique. La loi du 18 février a inséré un article 140 quinquies qui sanctionne toute personne qui, en Belgique ou à l'étranger, se fait donner des instructions ou suit une formation en vue de commettre des infractions terroristes.

En Autriche, l'article 64 (§1 alinéa 9) du Code pénal érige la participation à des camps terroristes à l'étranger en infraction punissable en vertu du droit autrichien, et cela même si elle n'est pas punissable dans le lieu de formation à l'étranger.

Les expériences comparées précitées montrent les tendances actuelles en matière de criminalisation des actes terroristes commis à l'étranger. Elles peuvent inspirer le législateur sur les stratégies de qualification juridique de ces actes, stratégies qui s'inscrivent généralement dans une logique prudentielle visant à définir, le plus étroitement possible, les éléments constitutifs des infractions terroristes.

Le CNDH rappelle par ailleurs plusieurs recommandations relatives aux législations antiterroristes adressées au Maroc par les organes des traités et par les titulaires de mandats au titre des procédures spéciales. Le Conseil invite le législateur à les mettre en œuvre, non seulement à l'occasion de la discussion du projet de loi 86.14 objet de ce mémorandum, mais également à l'occasion de la révision prochaine du Code de procédure pénale et du Code pénal.

A cet effet, le Conseil rappelle que le Comité contre la torture s'est préoccupé du fait que « la loi N° 03-03 de 2003 contre le terrorisme ne contient pas de définition précise du terrorisme, pourtant requise par le principe de légalité des infractions. » Il a recommandé au Maroc de « revoir sa loi antiterroriste n° 03-03 afin de mieux définir le terrorisme, de réduire la durée maximale de la garde à vue au strict minimum et de permettre l'accès à un avocat dès le début de la détention. »

Dans le même sens, le Groupe de travail sur la détention arbitraire a recommandé au Maroc de « modifier la loi antiterroriste (N° 03-03) en vue de remédier à la définition vague du crime de terrorisme et de réduire la durée de la garde à vue. » Le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, a émis la même recommandation, dans le 87ème paragraphe (point e) de son rapport de mission au Maroc.

Il est à souligner également que le Comité des droits de l'enfant a émis des recommandations en matière d'incrimination de recrutement et de l'utilisation des enfants par les groupes armés non étatiques.

Le Comité a recommandé, par ailleurs, d'établir la compétence extraterritoriale pour les actes prohibés par le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, y compris la conscription ou l'enrôlement d'enfants dans les groupes armés, ou leur utilisation aux fins de participation active à des hostilités.

Partant de ces éléments, le CNDH invite le législateur à considérer dans toute démarche d'élaboration de la législation antiterroriste les caractéristiques cumulatives définies par l'ancien Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'Homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, M. Martin Scheinin.

Ce dernier a précisé dans son rapport de 2005 les caractéristiques auxquelles doivent obéir toute stratégie de rédaction des dispositions pénales visant à criminaliser les actes terroristes.

Selon lui, «L'expression «infractions terroristes» ne devrait s'entendre que des actes répondant aux trois caractéristiques cumulatives suivantes : a) commis dans l'intention de causer la mort ou des blessures graves, ou la prise d'otages ; b) ayant pour objet de semer la terreur, d'intimider une population ou de contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir un acte ou à s'abstenir de le faire ; et c) constituant des infractions au regard et selon les définitions des conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme. De même, en ce qui concerne les comportements constituant un appui à des infractions terroristes seuls devraient être incriminés ceux qui présentent toutes les caractéristiques susmentionnées. Il est important par ailleurs que les États veillent à ce que les dispositions législatives interdisant les actes terroristes soient accessibles, formulées avec précision, applicables uniquement à la lutte contre le terrorisme, non discriminatoires et non rétroactives.»

De l'avis du CNDH, la prise en compte de ces caractéristiques, retenues par ailleurs par la résolution 1566 (2004) du Conseil de sécurité, permettra non seulement d'éviter d'étendre inutilement la portée du droit pénal mais contribuera également à la réduction des risques juridiques inhérents à la qualification large des infractions à caractère terroriste.

Recommandations concernant certaines dispositions du projet de loi 86.14

Le CNDH constate que la formulation de l'article 1er du projet de loi qui insère dans le Code pénal un nouvel article répond globalement aux critères d'une législation antiterroriste protectrice des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Le CNDH note également que la formulation des dispositions relatives à la tentative dans les trois premiers paragraphes de l'article 218-1 n'a pas dérogré aux dispositions générales régissant la tentative dans la législation pénale nationale (articles 114-117 du Code pénal).

Le Conseil note toutefois la formulation trop générale du terme « quel que soit son objectif ». Cette formulation risque de confondre aux niveaux des mobiles, des caractéristiques et des objectifs, les infractions à caractère terroriste avec les infractions commises par d'autres groupes criminels organisés.

A ce titre, le Conseil rappelle que l'annexe à la recommandation Rec (2001)11 du Comité des ministres aux Etats membres du Conseil de l'Europe³¹ définit le « groupe criminel organisé » comme étant « un groupe structuré de trois personnes ou plus existant depuis un certain temps et agissant de concert dans le but de commettre une ou plusieurs infractions graves, pour en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou matériel. » Cette définition présente une différence notable par rapport à l'objet des infractions à caractère terroriste. Le point (b) des caractéristiques données par l'ancien Rapporteur spécial M. Martin Scheinin précise que les infractions terroristes ont pour objet de « de semer la terreur, d'intimider une population ou de contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir un acte ou à s'abstenir de le faire. »

Partant de ces éléments, le CNDH propose d'introduire entre le premier et le deuxième paragraphe de l'article 218-1-1 une disposition qui définit clairement, aux fins de la législation antiterroriste, l'objet des structures terroristes dans les limites données au point (b) des caractéristiques précitées.

Dans le même sens, et afin d'éviter toute limitation non nécessaire au droit de circuler librement garanti par l'article 24 de la constitution et l'article 12 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le CNDH propose d'introduire entre le deuxième et le troisième paragraphe de l'article 218-1-1 une disposition qui définit l'entraînement pour le terrorisme, comme étant le fait « de donner des instructions pour la fabrication ou

l'utilisation d'explosifs, d'armes à feu ou d'autres armes ou substances nocives ou dangereuses, ou pour d'autres méthodes et techniques spécifiques en vue de commettre une infraction terroriste ou de contribuer à sa commission, sachant que la formation dispensée a pour but de servir à la réalisation d'un tel objectif. »

Au-delà du projet de loi objet de ce memorandum, et pour rendre la législation antiterroriste uniquement applicable à la lutte contre le terrorisme, le CNDH propose au législateur d'amender le premier paragraphe de l'article 218-1 du Code pénal³³ en vue de le rendre conforme avec la définition de l'objet des infractions terroristes donnée par l'ancien Rapporteur spécial.

Le CNDH, tout en reconnaissant les risques de confusion sémantique entre les termes « groupes armés non étatiques » et « groupes terroristes » recommande au législateur de s'inspirer de la recommandation du Comité des droits de l'enfant qui concerne l'utilisation et le recrutement des enfants par les groupes armés non étatiques, pour insérer entre le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 218-1-1 du projet de loi, une disposition qui prévoit le recrutement et l'utilisation des enfants par les structures terroristes comme circonstance aggravante.

Concernant l'article 2 du projet de loi, le CNDH est préoccupé par le fait que la formulation du deuxième paragraphe de l'article 218-2 du projet de loi tend à élargir la portée du crime d'apologie du terrorisme, en y ajoutant d'autres synonymes (propagande, promotion) qui réduisent la clarté de la définition de cette infraction. Cette tendance qui s'inscrit dans la logique de définition large de l'apologie du terrorisme prévue au premier paragraphe de l'article 218-2, a été critiquée régulièrement par les organes des traités et les titulaires des mandats au titre des procédures spéciales. Le CNDH rappelle à cet égard une des observations finales adressées au Maroc par le Comité des droits de l'Homme dans le cadre de l'examen de son rapport périodique. Le Comité a recommandé au Maroc de modifier la législation antiterroriste en définissant clairement sa portée.

A cet effet, le CNDH recommande au législateur de résoudre le problème de formulation des infractions prévues à l'article 218-2 du Code pénal et ce en remplaçant le terme apologie par le terme plus précis de provocation publique à commettre une infraction terroriste. Le Conseil propose au législateur de s'inspirer des dispositions de l'article 5 de la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme qui définit la « provocation publique à commettre une infraction terroriste » comme étant : « la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition du public d'un message, avec l'intention d'inciter à la commission d'une infraction terroriste, lorsqu'un tel comportement, qu'il préconise directement ou non la commission d'infractions terroristes, crée un danger qu'une ou plusieurs de ces infractions puissent être commises ». Le même article recommande aux Etats membres du Conseil de l'Europe d'adopter les mesures qui s'avèrent nécessaires pour ériger en infraction pénale la provocation publique à commettre une infraction terroriste « lorsqu'elle est commise illégalement et intentionnellement. »

Dans le même cadre, le CNDH propose de remplacer les termes « apologie », « propagande » et « promotion » prévus au deuxième paragraphe de l'article 218-2 par une disposition qui criminalise l'utilisation des moyens prévus au premier paragraphe pour inciter publiquement à rejoindre les groupes terroristes. Le même raisonnement s'applique aux dispositions de l'article 3 du projet de loi qui vise à modifier l'article 218-5 du Code pénal. Le CNDH propose de remplacer l'expression « persuade autrui » par deux expressions plus claires sur le plan normatif : l'incitation et la provocation ainsi que le détournement pour le cas des mineurs.

En attendant la refonte de la législation pénale matérielle et procédurale, le CNDH invite le législateur à :

- Evaluer la proportionnalité des peines prévues aux articles 1 (paragraphes 4 et 5) et 3 du projet de loi ;
- Etudier la possibilité de délictualiser la tentative de rejoindre des groupes terroristes, sachant que cette tentative est qualifiée comme crime dans le projet de loi ;
- Etudier la possibilité de prévoir des peines alternatives et des mesures de contrôle judiciaire (ex : bracelet électronique) pour sanctionner la tentative de rejoindre des groupes terroristes et/ou de suivre un entraînement pour le terrorisme ;
- Etudier la possibilité de réduire la fourchette des peines prévues aux articles (paragraphes 4 et 5) et 3 du projet de loi afin de mieux cadrer le pouvoir discrétionnaire du juge pénal.

Le CNDH rappelle enfin que l'élaboration d'une législation antiterroriste protectrice des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, nécessite, au-delà du projet de loi objet de ce memorandum, la révision de plusieurs dispositions du Code pénal et du Code de procédure pénale. A ce titre, le CNDH a l'honneur de mettre à la disposition de la Chambre des représentants ses mémorandums sur l'avant-projet du Code de procédure pénale et sur les peines alternatives. Il attire également l'attention, dans le contexte de lutte contre le terrorisme, sur la nécessité du renforcement de la protection juridique des personnes placées en garde à vue, sur la question de révision du régime d'établissement des preuves et la procédure d'extradition.



General Assembly

Distr.: General
18 June 2015
English
Original: Spanish

Human Rights Council
Twenty-ninth session
Agenda item 6
Universal Periodic Review
Mid-term report

Information presented by the Argentine Office of the Ombudsperson*

Note by the Secretariat

The Secretariat of the Human Rights Council hereby transmits the communication submitted by the Argentine Office of the Ombudsperson,** reproduced below in accordance with rule 7 (b) of the rules of procedures described in the annex to Council resolution 5/1, according to which participation of national human rights institutions is to be based on arrangements and practices agreed upon by the Commission on Human Rights, including resolution 2005/74 of 20 April 2005.

- * National human rights institution with "A"-status accreditation from the International Coordinating Committee of National Institutions for the Promotion and Protection of Human Rights.
** Reproduced in the annex as received, in the language of submission only.

GE.15-10029 (E) 290615 020715



Please recycle A small graphic of a recycling symbol, consisting of three chasing arrows forming a triangle.



Anexo

[Español solamente]

Información presentada por el Defensor del Pueblo de la Nación Argentina. Informe de Medio Término para el Examen Periódico Universal de la República Argentina

En este documento se exponen las “observaciones” del Defensor del Pueblo de la Nación sobre el cumplimiento de las recomendaciones aceptadas por Argentina en el marco del Examen Periódico Universal 2012.

A tal efecto, dichas observaciones se ordenan en cinco temas: Género, Personas Privadas de la Libertad, Trata de Personas, Personas con Discapacidad y Pueblos Indígenas.

1. Género

Recomendación: Incorporar el delito de femicidio en el Código Penal

La recomendación fue cumplida ya que, a través de la sanción de la Ley N° 26.791, se modificó el artículo 80 del Código Penal, el cual quedó así redactado: “Se impondrá reclusión perpetua o prisión perpetua, pudiendo aplicarse lo dispuesto en el artículo 52, al que matare: 1°. A su ascendiente, descendiente, cónyuge, ex cónyuge, o a la persona con quien mantiene o ha mantenido una relación de pareja, mediare o no convivencia. 4°. Por placer, codicia, odio racial, religioso, de género o a la orientación sexual, identidad de género o su expresión.”

Recomendación: Hacer efectiva la legislación sobre la violencia contra las mujeres. Intensificar esfuerzos para responder mejor a la violencia doméstica.

A pesar de que han transcurrido seis años desde la vigencia de la Ley N° 26.485 “de protección integral para la prevención, sanción y erradicación de la violencia contra las mujeres”, aún no se han implementado las políticas públicas necesarias para efectivizar plenamente lo normado. Resta lograr la adhesión de todas las provincias y asignar los recursos necesarios para que entre plenamente en vigor. De un total de 24 jurisdicciones, 18 provincias adhirieron a la ley nacional. No han adherido todavía: Córdoba, Salta, San Juan, Misiones, Tierra del Fuego y Neuquén.

Por su parte, el Consejo Nacional de las Mujeres (órgano de aplicación de la Ley N° 26.485) no ha elaborado el *Plan Nacional de Acción* para la “prevención, asistencia y erradicación de la violencia contra las mujeres”, conforme lo establece el art. 8°.

Tampoco se ha creado un *Observatorio de la Violencia*; por tanto, no se cuenta con cifras oficiales sobre casos de violencia hacia las mujeres, ni de femicidio, siendo ONGs especializadas las que brindan datos sobre el particular.

La falta de cumplimiento de todas las previsiones de la Ley N° 26.485 puede deberse, en gran parte, al insuficiente presupuesto asignado al citado Consejo, el cual no resulta acorde a las acciones que debería implementar. En el 2014 el presupuesto asignado representó tan sólo el 0,0018% del total del presupuesto nacional.

Recomendación: Acceso a la justicia y a los servicios de asistencia jurídica y psicológica gratuito, y refugios por parte de las víctimas de violencia doméstica.

La Oficina de Violencia Doméstica (OVD), que depende de la Corte Suprema de Justicia de la Nación, recibe denuncias de esa naturaleza las 24 horas del día, los 365 días del año; sin embargo, sólo interviene en el ámbito de la Ciudad de Buenos Aires. La OVD se

replicó únicamente en cuatro provincias (Salta, Tucumán, Santiago del Estero y Santa Cruz).

Asimismo, la oferta de *refugios* para asistir los casos más urgentes y graves de violencia hacia las mujeres no es acorde a las necesidades. El Estado Nacional reconoció en el informe nacional de Beijing + 20 la existencia de casas refugios en sólo 12 de las 24 jurisdicciones.

Recomendación: Luchar contra la violencia doméstica con medidas educativas y campañas de sensibilización.

El Consejo Nacional de las Mujeres creó en septiembre del año 2013, la línea telefónica 144 de consulta, orientación y asesoramiento ante situaciones de violencia de género a nivel nacional. Resta: desarrollar campañas masivas de sensibilización sobre la violencia y sobre prevención en el ámbito educativo.

Recomendación: Elaborar sistema de colección de datos sobre violencia contra la mujer para evaluar la eficacia de políticas.

En 2012 se firmó un convenio entre el Consejo Nacional de las Mujeres y el Instituto Nacional de Estadísticas y Censos (INDEC) para elaborar un *Registro Único* de casos de violencia que todavía no se ha concretado. La falta de datos oficiales y unificados impiden contar con un diagnóstico real sobre la problemática en cuestión y, por lo tanto, se dificulta un diseño acorde de políticas públicas tendientes a prevenir y erradicar la violencia de género.

2 .Personas Privadas de la Libertad

Recomendación: Reforzar los programas de educación y formación en derechos humanos para los agentes de la policía y las fuerzas del orden, en especial de los agentes penitenciarios.

A la luz de los resultados alcanzados y de las denuncias de personas del entorno social de los detenidos, la formación recibida por los agentes del Servicio Penitenciario Federal en materia de Derechos Humanos resulta aún insuficiente; también la rigurosidad e imparcialidad de las investigaciones en los centros de detención y prisiones.

Si bien la Resolución Ministerial 1069/2012 dispuso “la obligatoriedad de instruir investigaciones administrativas, con independencia de la causa judicial, en todos los casos con fallecidos y/o heridos y/o que a priori, se constara un accionar contrario a la normativa sobre uso de armas de fuego”, es preciso señalar que, en general, la instrucción de las investigaciones administrativas es llevada a cabo por personal de la fuerza a la que se investiga, solución que, organizacionalmente, resulta poco feliz.

Recomendación: Seguir mejorando las condiciones imperantes en todas las prisiones y lugares de detención, velando por el cumplimiento de las normas internacionales en la materia, como las Reglas mínimas de las Naciones Unidas para el tratamiento de los reclusos.

Respecto de la situación de las personas privadas de su libertad con padecimientos mentales, la promulgación de una nueva ley nacional de Salud Mental constituye un avance significativo en el ordenamiento jurídico. Sin embargo, resta afrontar desafíos importantes en los siguientes aspectos:

- (a) la falta de unidades de tratamiento e internación breve de las personas con padecimientos mentales en los hospitales generales, apareció como una ventaja para que los pacientes no fueran desarraigados de su ámbito y la proximidad familiar fuera constante. Así, gran parte de la contención, tratamiento, alojamiento y sostén recae ahora en la familia. Pero cuando aquél carece de familia y ello se aúna a situación de pobreza, los beneficios no son tales.

- (b) La cantidad de centros para tratamiento de las personas drogodependientes sigue siendo insuficiente como la capacidad para tratar cuadros complejos como los duales (sujetos con patologías de base veladas por el abuso de alcohol, psicofármacos o psicotrópicos).
- (c) Estas dos cuestiones inciden directamente en las personas en conflicto con la ley penal pues, un alto porcentaje de ellas, es drogodependiente o alcohólica, no resultando fácil que encuentren ayuda psicológica en el ámbito de encierro.
- (d) El Decreto 603/2013 reglamentario de la Ley Nacional de Salud Mental N° 26.657, dispone la "desinstitucionalización" de las personas con afectaciones a la salud mental. Pero falta mucho por hacer en relación a la existencia de hospitales públicos y generales con áreas de atención en salud mental, casas de medio camino, y garantías a la inclusión social basadas en alternativas de vivienda y trabajo.

Recomendación: Continuar con los esfuerzos destinados a reducir el hacinamiento y la violencia en las prisiones.

3. Trata de Personas

Recomendación: Reforzar la Ley N° 26.364

Si bien la Ley N° 26.842 modificó la Ley N° 26.364, debe destacarse que la Reglamentación de esta ley por el Decreto N° 111/15 introdujo algunos puntos importantes, como la Creación del Consejo Federal de lucha contra la Trata y Explotación de personas y Protección y Asistencia a la Víctima y el patrocinio jurídico gratuito (a víctimas) por parte del Ministerio de Justicia y Derechos Humanos y del Ministerio de Trabajo, Empleo y Seguridad Social.

Recomendaciones: Elaborar y aplicar políticas públicas que faciliten el acceso a la justicia y a servicios de apoyo de las víctimas de trata. Intensificar los esfuerzos para luchar contra la trata de personas.

Las asimetrías regionales y la disparidad en la disposición de recursos producen inequidades en el acceso a la asistencia por parte de las víctimas, pues no todas las provincias cuentan con las posibilidades y los recursos para garantizar el acceso a una asistencia integral.

El gran déficit del sistema de atención a las víctimas es conseguir patrocinio jurídico gratuito. Hasta el Decreto N° 111/15 no existía ningún organismo responsable del patrocinio; pero, por esta norma, lo serán el Ministerio de Justicia y Derechos Humanos junto con el Ministerio de Trabajo, Empleo y Seguridad Social de la Nación.

Recomendación: Aumentar y fortalecer las medidas, las políticas y la coordinación institucional para la aplicación de la Ley de Trata.

Existe coordinación y articulación institucional a nivel nacional, pero hay carencias o fallas en los mecanismos de coordinación y flujo de información entre las diversas provincias y entre los distintos niveles de gobierno.

Se requiere profundizar en protocolos y procedimientos interjurisdiccionales para lograr mayor coordinación y fluidez en y entre las provincias.

Recomendación: Luchar contra la trata de personas con medidas educativas y campañas de sensibilización.

Si bien se realizan numerosas capacitaciones y campañas orientadas a diferentes actores sociales, consideramos que en el sector educativo podrían profundizarse estas medidas como elemento de prevención.

El Consejo Federal de Educación adoptó en 2014 una Guía Federal destinada a todos los establecimientos educativos públicos y privados en donde se analizan, entre otros temas, la violencia, la trata de personas y el grooming. Así las cosas y dicho a modo de colaboración, consideramos interesante que en el sistema educativo se desarrolle una sensibilización y capacitación sostenida en el tiempo.

4. Personas con Discapacidad

Recomendación: Considerar la posibilidad de aprobar legislación específica para que los niños con discapacidad sean incorporados al sistema educativo y el sistema de atención de la Salud

La Ley N° 26.206 fija las políticas y estrategias educativas destinadas a las personas con discapacidad para permitir "el máximo desarrollo de sus posibilidades, la integración y el pleno ejercicio de sus derechos" (art. 11, inc. "n"). Desde esa base, sería útil contar con una normativa específica sobre la educación inclusiva y con detalle para asegurar la inclusión (eliminación de barreras, previsión de ajustes razonables, impedir el rechazo o la denegación de acceso a la educación común, prever la discriminación).

La Ley N° 24.901 prevé prestaciones para la habilitación y rehabilitación de las personas con discapacidad y su cobertura integral. En la práctica, hay reclamos contra los obligados a brindarla (agentes del seguro de salud); y el mayor número de ellos tiene lugar cuando se trata de niños y niñas con discapacidad que no cuentan con obra social, es decir, niños que la propia ley define como carenciados, porque el programa destinado a solventarlas (Incluir Salud, ex - Pro.Fe) pone en riesgo esas prácticas prestacionales al mantener retrasos de hasta 12 meses en los pagos de las mismas. Esta Defensoría lo puso de resalto a través de su Resolución D.P. N° 02/14.

Recomendación: Adoptar las medidas necesarias para promover mayor inclusión educativa y laboral de las personas con discapacidad.

La inclusión laboral de las personas con discapacidad constituye uno de los problemas más neurálgicos. La implementación de la Ley N° 25.689, modificatoria de la Ley N° 22.431 (Arts. 8° y 8° bis), aún son de dificultosa implementación y los informes emitidos semestralmente por el Estado Nacional, dan cuenta de una incorporación que no cumple adecuadamente dicha normativa.

Recomendación: Elaborar y promover programas destinados a dar acceso al empleo, la educación, el transporte y los espacios públicos a las personas con discapacidad y a protegerlas contra la violencia.

Respecto del acceso al transporte, la Comisión Nacional de Regulación del Transporte (CNRT) del Ministerio del Interior y Transporte no implementa en su totalidad los recursos necesarios para la aplicación -sin obstáculos- de la Ley N° 25.635 y el Decreto N° 38/04 (beneficio de gratuidad en los pasajes para personas con discapacidad), conforme fuera observado por esta Institución en sus Resoluciones DP N° 131/11 y 014/14. Relevamientos efectuados por esta Defensoría dieron cuenta de incorporación de unidades comunes al parque automotor urbano y suburbano bajo el control de la CNRT (Resolución DP N° 45/11) y de la inaccesibilidad a las estaciones ferroviarias (Resolución DP N° 45/14).

Por último, debe destacarse que, efectuado el seguimiento del proyecto de la CNRT respecto al transporte público de larga distancia, sería deseable que se tengan en cuenta las observaciones efectuadas relacionadas con las paradas con baños accesibles, ya que como bien se le señaló a la CNRT, es necesario verificar la existencia de estas paradas en las rutas nacionales.

Respecto de la violencia contra las personas con discapacidad, esta Defensoría participa en mesas de trabajo con mujeres con discapacidad, quienes han destacado la ausencia de datos

sobre la violencia física o económica ejercida -en mayor medida- respecto de mujeres y niñas con discapacidad.

5. Pueblos Indígenas

Recomendación: Continuar con la labor sistémica de defensa de los derechos de los pueblos indígenas.

En los últimos años la legislación argentina avanzó de manera importante en el reconocimiento de los derechos de los pueblos indígenas, sin embargo, el ejercicio efectivo de los mismos no se es todavía el deseado por el legislador. Y como las comunidades aún sufren algunas afectaciones de sus derechos, fluye fácil la necesidad de continuar la tarea recomendada.

De las investigaciones en curso en la Defensoría del Pueblo de la Nación, surge que las afectaciones más acuciantes están vinculadas a las dificultades para acceder al reconocimiento y propiedad comunitaria de sus territorios, a la personería jurídica de sus comunidades, a la justicia y, en general, al disfrute de los derechos económicos, sociales y culturales. A todo ello, se suman las tensiones propias del sistema federal, por las cuales, la exclusividad o complementariedad de las competencias de los estados nacional y provinciales operan, en ocasiones, como vallado o estorbo para el ejercicio expedito de los derechos.

Respecto del derecho de los pueblos indígenas a la propiedad comunitaria de sus territorios, cabe señalar que está reconocido en la Constitución Nacional y el Convenio N° 169 de la OIT (Ley N° 24.071). Además, en 2006 se aprobó la Ley N° 26.160 de “emergencia en materia de posesión y propiedad de las tierras que tradicionalmente ocupan las comunidades indígenas originarias del país” la cual ordena el relevamiento técnico jurídico catastral de esas tierras y, por sus prórrogas, suspende los desalojos hasta 2017. Después de nueve años de su vigencia, desde esta Institución se verificaron grandes avances; pero también subsisten algunas irregularidades y demoras en la ejecución del relevamiento territorial (Formosa, Jujuy, entre otras). A la vez, los desalojos no han cesado como el legislador lo había previsto al advertirse que se siguen produciendo aunque no de manera masiva. Esa pérdida territorial entaña, además, en ocasiones, que las comunidades se vean impedidas de continuar con sus prácticas de alimentación, de salud, de educación, de acceso al agua y a otros recursos de subsistencia, y restringidos sus derechos a la identidad e integridad cultural, y a vivir en sus comunidades.

Sobre la obligación estatal de reconocer la personería jurídica de las comunidades indígenas, es preciso señalar que la misma se encuentra establecida en el Art. 75 inc. 17 de la Constitución Nacional y tiene, como fundamento, el reconocimiento de la preexistencia étnica y cultural de los pueblos indígenas. El registro de las mismas a nivel nacional está puesto en cabeza del Instituto Nacional de Asuntos Indígenas (INAI) y, a nivel provincial, en organismos de distinta naturaleza. Los inconvenientes que encuentran las comunidades para acceder a la misma están relacionados a los requisitos necesarios para cumplimentar el trámite (que suelen no ajustarse a sus cosmovisiones ni a sus formas de organización), o al tipo de convenio existente entre las jurisdicciones nacional y provincial para gestionar dicho reconocimiento. Precisamente por estas diferencias se suelen suscitar diversos problemas entre o intra comunitarios. Las demoras, así, conforman un perjuicio desde que no acceden a beneficios y subsidios que el mismo Estado otorga. Al respecto, esta Defensoría ha iniciado actuaciones a partir de denuncias de comunidades de las provincias de San Juan, Chaco, Mendoza, Jujuy, Mendoza, Formosa, Neuquén, etc., muchas de las cuales han sido resueltas satisfactoriamente por gestión de autoridades nacionales y provinciales con casos de Río Negro, Mendoza.

Otro de los problemas que afrontan las comunidades y pueblos indígenas en Argentina es la dificultad para acceder al sistema de justicia. En varias provincias tropiezan con trabas

para radicar denuncias en comisarias o fiscalías, con altos costos para contar con patrocinio letrado, con una interpretación restrictiva del ordenamiento jurídico por parte de los tribunales, y con criminalización de la protesta indígena (la cual se concreta ante la desidia instituciones provinciales). Ello se traduce en el procesamiento penal de líderes indígenas. Sobre esta problemática se recibieron denuncias de Neuquén, Formosa, entre otras.

Por último, es necesario recordar que, como habitantes de este país, las personas indígenas tienen derecho a gozar, al menos, de los mismos derechos económicos, sociales y culturales que los demás habitantes. Sin embargo, continúan encontrándose entre los sectores sociales que mayores exclusiones sufren en múltiples dimensiones. Los reclamos en tal sentido que llegan a esta Institución se refieren a dificultades para acceder a agua y alimentos de calidad (por uso restringido de sus territorios, por deficiencias en la distribución); dificultades para acceder al sistema de salud (por discriminación racial, por falta de comprensión del lenguaje, por falta de confianza en la medicina occidental, etc.); para acceder a una educación completa (por insuficientes establecimientos de educación bilingüe, por distancia a establecimientos educativos de nivel secundario o terciario desde las comunidades); para acceder a otros servicios públicos de calidad (agua potable, electricidad, gas, caminos); entre otras. Al respecto, se tramitan investigaciones iniciadas por denuncias en las provincias de Formosa, Jujuy, Buenos Aires, Misiones, San Juan y Chaco.

Recomendación: Continuar con los esfuerzos destinados a potenciar la participación y consulta de los pueblos indígenas sobre las políticas públicas que los afectan.

Un instrumento disponible en materia de participación indígena en las decisiones que puedan afectar a las comunidades, es el Consejo de Participación Indígena que funciona en el marco del INAI. Si bien es un espacio de articulación entre el organismo nacional con competencia en cuestiones indígenas y los pueblos indígenas, su funcionamiento y su ámbito de actuación no siempre aseguran la participación y la consulta en los términos y estándares establecidos por la Constitución Nacional y el Convenio 169 de OIT. Los Consejeros del Consejo de Participación no son las autoridades comunitarias sino que representan a pueblos de cada provincia. Sus reuniones, plan de trabajo y recursos están, en términos generales, definidos por la autoridad del organismo al cual pertenecen y no por las situaciones puntuales en las cuales el Estado (en cualquiera de sus niveles) está obligado a consultar. Por tanto, si bien la consulta y participación son derechos vigentes en nuestro país, aún no existen leyes o procedimientos administrativos a nivel nacional ni provincial, que lo regulen. Esta circunstancia provoca que autoridades estatales de las diferentes instancias sigan tomando decisiones que afectan la vida y derechos de las comunidades indígenas sin contar con su participación, sin cumplir con la obligación de consultarlas previamente, y sin que puedan prestar su consentimiento previo, libre e informado sobre tales decisiones. Los reclamos sobre la vulneración de este derecho que se investigan en la Defensoría del Pueblo de la Nación están relacionados con actividades hidrocarburíferas, actividades de exploración y explotación minera, autorizaciones de recategorización de bosque nativo y a construcción de obra pública, en territorios en los que habitan comunidades. Al respecto se tramitan actuaciones en Jujuy, Salta, Formosa, Neuquén, Mendoza, entre otras.